



**Pouvoir adjudicateur :**

Mairie de l'Argentière La Bessée  
17 Avenue Charles De Gaulle – CS 80 000  
05120 L'ARGENTIERE-LA BESSEE

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES OU DE SERVICES  
MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

**Accord-cadre pour la fourniture et livraison de repas en liaison  
froide pour la commune de L'Argentière-La Bessée –  
restaurant scolaire du Quartz**

**02. CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)**

# SOMMAIRE

|          |   |          |
|----------|---|----------|
| <b>1</b> | <b>DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT .....</b>          | <b>3</b> |
| 1.1      | OBJET.....  | 3        |
| 1.2      | DECOMPOSITION DU CONTRAT « ACCORD-CADRE » .....         | 3        |
| 1.3      | TYPE D'ACCORD-CADRE .....                               | 3        |
| <b>2</b> | <b>PRIX.....</b>  | <b>3</b> |
| 2.1      | CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES .....               | 3        |
| 2.2      | DATE D'ETABLISSEMENT DES PRIX .....                     | 3        |
| 2.3      | MODALITES DE REVISION DES PRIX.....                     | 4        |
| <b>3</b> | <b>GARANTIES FINANCIERES .....</b>                      | <b>4</b> |
| <b>4</b> | <b>AVANCES .....</b>                                    | <b>4</b> |
| <b>5</b> | <b>REGLEMENT – FACTURATION – DELAI DE PAIEMENT.....</b> | <b>4</b> |
| 5.1      | REGLEMENT.....  | 4        |
| 5.2      | FACTURATION .....                                       | 5        |
| 5.3      | DELAJ DE PAIEMENT.....                                  | 5        |
| <b>6</b> | <b>PENALITES DE RETARD.....</b>                         | <b>5</b> |
| <b>7</b> | <b>ASSURANCES .....</b>                                 | <b>5</b> |
| <b>8</b> | <b>RESILIATION DU CONTRAT.....</b>                      | <b>6</b> |
| 8.1      | CONDITIONS DE RESILIATION DU CONTRAT.....               | 6        |
| 8.2      | REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE .....            | 6        |
| 8.3      | REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....                   | 6        |

## 1 DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

### 1.1 Objet

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
**La fourniture et la livraison de repas en liaison froide pour la commune de L'Argentière-La Bessée – restaurant scolaire du Quartz.**

Lieux d'exécution : restaurant scolaire du Quartz, 26 avenue du Quartz – 05 120 L'Argentière-La Bessée

Les quantités à fournir sont au maximum de 11 000 repas/an avec une variation annuelle de + ou – 20%.

Le service de restauration scolaire est assuré le midi les lundis, mardis, jeudis et vendredis en période scolaire.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

### 1.2 Décomposition du contrat « accord-cadre »

Le contrat n'est pas décomposé en lots. L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

### 1.3 Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum sera conclu en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 2 PRIX

### 2.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix proposés ainsi que le montant du marché sont ceux figurant à l'Acte d'Engagement. Le présent marché est conclu à prix unitaire par repas.

Les prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées dans le cadre du marché.

Le montant du marché résulte du produit des quantités dont l'exécution est prévue au marché par les prix unitaires correspondants.

Les prix figurant au marché sont des prix Hors Taxes. Le montant des Taxes applicables est donné à titre indicatif, le règlement en sera effectué suivant le taux en vigueur applicable à l'objet et aux conditions de réalisation de la prestation à la date du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre toutes les sujétions afférentes à la réalisation du marché.

### 2.2 Date d'établissement des prix

Les prix unitaires figurant au bordereau des prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois zéro dit « mO » précédent la date de remise des offres.

Cette date figure dans l'Acte d'Engagement.

## 2.3 Modalités de révision des prix

Le marché est conclu sur la base des prix unitaires figurant au bordereau des prix. Ces prix sont réputés être fermes et définitifs pendant 12 mois.

Toutefois, ils pourront être révisés annuellement en cas de renouvellement du marché.  
Les prix révisés s'appliquent à la période courant à compter de la date de révision.

Pour la révision des prix, il sera fait application de la formule de révision suivante :

$$P = PO \times I.1/I.0$$

Dans laquelle :

- P est le prix hors taxes révisé,
- PO est le prix hors taxes initial du marché
- I.0 est la dernière valeur connue de l'indice à la date de notification de l'offre ;
- I.1 est la dernière valeur connue de l'indice « ensemble des ménages – France –

Nomenclature Coicop : 11.1.2.0 – cantines » série INSEE n° 001762317 à la date de révision du marché.

Le prestataire devra joindre chaque année à la date anniversaire les éléments de révision des prix à savoir le calcul appliquant la formule de révision et la mention des indices chiffrés et leurs sources lors de la présentation pour paiement de la facture suivant la date de révision des prix pour vérification.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel le marché est notifié au titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

## 3 GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 4 AVANCES

Aucune avance ne sera versée.

## 5 REGLEMENT – FACTURATION – DELAI DE PAIEMENT

### 5.1 Règlement

Le prestataire adresse mensuellement à l'acheteur public une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché.

Le montant est obtenu par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

Les factures stipulent expressément les références du marché au titre duquel elles sont établies et la référence du bon de commande.

La remise des factures est opérée au plus tard au début de chaque mois suivant l'exécution de la prestation.  
Le règlement interviendra à l'admission des prestations par l'acheteur public et après acceptation des factures.

Les factures devront correspondre à chacun des bons de commande émis par l'acheteur public dans les conditions fixées ci-dessous.

L'acheteur public accepte ou rectifie le décompte en le complétant éventuellement des pénalités ou des réfections imposées.

En cas d'accomplissement d'une prestation sans qu'elle ait fait l'objet d'un bon de commande préalable émis par l'acheteur public, le titulaire ne pourra prétendre à sa rémunération.

Les prestations réalisées au titre du présent marché sont assujetties à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur à la date de notification du marché lors du fait générateur.

Les factures sont à déposer sur le portail ChorusPro sous forme dématérialisée (PDF ou saisie directe sur Chorus) à l'adresse suivante : <http://Chorus-pro.gouv.fr>

SIRET : 210 500 062 00018

Code budget : 00600 (budget principal)

## 5.2 Facturation

Les demandes de paiement comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les noms et adresse du titulaire,
- Les références du marché / de l'accord-cadre,
- La date de facture
- Les références du bon de commande correspondant à la fourniture / prestation,
- La quantité et la nature des fournitures livrées / prestations exécutées,
- Le montant HT
- Le taux de TVA et le montant,
- Le montant TTC de la prestation,

Toute facture incomplète sera rejetée pour rectification sans que le prestataire puisse prétendre à indemnisation.

## 5.3 Délai de paiement

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement bancaire par mandat administratif.

Le délai global de règlement est de 30 jours. Il court à compter de la date de réception de la demande de paiement sur Chorus Pro par le pouvoir adjudicateur.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au créancier par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 6 PENALITES DE RETARD

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 300,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

## 7 ASSURANCES

Le titulaire doit être garanti par une police destinée à couvrir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers. Sa police doit apporter un minimum de garantie. Pour justifier l'ensemble de ces garanties le titulaire doit fournir une attestation dès la notification du marché/ de l'accord-cadre, émanant de sa compagnie d'assurance.

Conformément aux dispositions de l'article 9.1 et 9.2 du CCAG-FCS, tout titulaire le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **8 RESILIATION DU CONTRAT**

### **8.1 Conditions de résiliation du contrat**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R.2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **8.2 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **8.3 Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Marseille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.